Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE

Bordeaux, le 4 décembre 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'État investit dans l'achat d'un bâtiment neuf à Bordeaux

Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, a signé ce matin l'achat d'un immeuble neuf, situé quai Deschamps à Bordeaux sur la rive droite de la Garonne, afin de reloger plusieurs services de l'État (INSEE, Douanes, secrétariat général du ministère de la Justice, etc) dont les locaux actuels seront prochainement détruits pour laisser place au projet de réaménagement urbain Bordeaux Euratlantique.

D'une valeur de 24 millions d'euros, cet achat sera financé par les ventes d'immeubles de l'État en région Nouvelle-Aquitaine et fait suite à un appel à projets ayant rassemblé douze candidatures. Cette acquisition permettra à l'État :

- De réaliser des économies d'énergie importantes : l'immeuble INSIGHT possède la certification environnementale « BREEAM very good » ainsi que les qualités pour bénéficier du label HQE Exploitation Très bon. Il est ainsi parfaitement adapté aux enjeux énergétiques des 30 prochaines années. De plus, la proximité des transports en commun et la possibilité d'utiliser des garages à vélo présents dans l'immeuble (200 places), correspondent aux demandes de réduction de l'empreinte carbone.
- De rationaliser l'implantation des services : l'opération permettra le regroupement de plusieurs services, représentant plus de 400 personnes. Il regroupera notamment un service de la Douane, aujourd'hui sur 3 sites distants. Cette rationalisation des implantations des services de l'État, aboutira à la création d'un site multi occupants qui permettra une mutualisation importante des espaces et la libération de 4 bâtiments.
- D'améliorer les conditions de travail des agents en leur offrant des espaces neufs et aménagés selon des normes actuelles. Ce projet offrira aux agents publics un cadre de travail parfaitement adapté à une administration moderne.

Suite à cette décision, la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine, la direction de l'immobilier de l'État, les chefs de services concernés vont poursuivre la mise en œuvre du projet, en associant les fonctionnaires et leurs représentants aux aménagements nécessaires à leur installation prévue début 2022.